

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine Brèves

N° 347 du 02.05

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Le chef de la diplomatie iranienne interpelle le Secrétaire général des Nations-unies sur la situation de Gaza.

1 Les brèves

1-1 Résistance

1 Nous sommes dans une étape de résistance et nous n'accepterons pas de concessions.

2 L'arme de la résistance est légale pour faire face aux agressions sionistes et libérer la Palestine.

3 Abou Zouhri : Les déclarations de Barak sont une reconnaissance de la victoire du Hamas.

4 Nous sommes dans une étape de résistance et nous n'accepterons pas de concessions.

5 Notre peuple ne doit pas être critiqué après sa riposte aux crimes sionistes.

2 Agressions contre le peuple palestinien & Situation Humanitaire.

1 Gaza : réunion d'urgence sur la situation humanitaire

2 Hanyeh insiste sur l'arrêt de l'agression israélienne avant toute accalmie.

3 Hamas : on ne peut pas s'engager à une trêve sous l'ombre des crimes sionistes continuels.

1 Qurei : Nous connaissons nos droits et nous allons lutter pour les obtenir.

2 La cour suprême israélienne adopte la suppression du village d'Aquaba de la carte des Territoires palestiniens.

3 Blocus

1 A cause du blocus et de la crise de carburant, Gaza risque de se noyer dans les eaux usées.

2 Le Hamas demande l'arrêt du blocus de l'essence à Gaza.

4 Réaction & actions internationales

2 L'Europe condamne Israël.

3 M.Lavrov: Pas de règlement sans unité interpalestinienne.

4 Pénurie à Gaza : l'ONU met en garde contre les conséquences sur la paix.

5 La Banque mondiale critique Israël sur l'aide aux Palestiniens.

6 Blair remet à l'autorité d'occupation une liste de barrages à lever en Cisjordanie.

7 L'UNRWA reçoit 5 millions d'euros de l'Union européenne.

2 Dossier

2-1 Aya Kaniuk : Les soldats israéliens ne tirent pas sur les enfants.?

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Utilisation des familles de détenus comme moyen de torture.

3-2 Sous délire paranoïaque, Verviers est un bastion du Hamas.?

3-3 Hier Goebbels...Aujourd'hui Pérez.

4 Annexe Géopolitique et stratégie

4-1 Non : nous ne célébrerons pas l'anniversaire de la création d'Israël !

4-2 Abbas boudera les leaders assistant au 60e anniversaire d'Israël.

3 Le Hamas appelle Abbas à reprendre le dialogue.

4-3 Israël : les F-16I soupçonnés de contenir des matières cancérogènes de nouveau autorisés à voler.

4-4 Le Hamas appelle Abbas à reprendre le dialogue.

Tiré à part :

Le chef de la diplomatie iranienne interpelle le Secrétaire général des Nations-unies sur la situation de Gaza

Dans une lettre adressée au Secrétaire général des Nations-Unies, le chef de la diplomatie iranienne a exhorté Ban Ki-Moon à agir, conformément à ses devoirs humanitaires, pour mettre un terme aux exactions du régime sioniste qui se poursuivent à Gaza, et soulager ainsi les souffrances de ses habitants.

« Les peuples du monde s'interroge sur le fait que le régime sioniste continue à être membre de l'ONU et ce en dépit des crimes les plus barbares dont le régime sioniste se rend coupable à l'encontre des Palestiniens » a déclaré Manouchehr Mottaki.

« Le régime sioniste est le seul membre de l'organisation des Nations Unies autorisée à adhérer à cette organisation sous certaines conditions, et ce bien que n'ayant rempli aucun de ses engagements et poursuivi le génocide du peuple palestinien avec des conséquences extrêmement destructrices pour la région et le monde » a dénoncé le ministre iranien des Affaires étrangères.

Ima

24-04

1 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

1-1 Résistance

1 Nous sommes dans une étape de résistance et nous n'accepterons pas de concessions.

Le Hamas a affirmé que les palestiniens refusent totalement tout abandon aux droits légitimes du peuple palestinien, notamment le droit au retour des réfugiés, et la ville d'Al Qods dont n'importe quel responsable arabe ou palestinien ne pourrait y renoncer.

Abou Zouhri a affirmé que les Palestiniens ne renonceront jamais à leurs principes et droits légaux, et il a souligné que cette étape est une période de développement de la résistance pour faire face à l'occupation et défendre les intérêts palestiniens légitimes.

Il a également indiqué que l'attachement du peuple palestinien et du Hamas à leurs droits et principes va pousser le monde à reconnaître le mouvement du Hamas et les droits des Palestiniens. Il a aussi souligné l'importance d'insister sur le maintien ferme du choix de la résistance et sur le refus total de toute concession en faveur de l'occupation.

28-04- CPI

28-04

Le porte parole du Hamas Dr. Sami Abou Zouhri a dit, que les décisions américaines qui considèrent la Palestine occupée comme "un Etat juif" ne valent pas l'encre avec lequel ces expressions ont été écrites.

Il a souligné que ces décisions américaines sont totalement refusées et que le peuple palestinien ne leur donne aucune valeur.

CPI

2 L'arme de la résistance est légale pour faire face aux agressions sionistes et libérer la Palestine.

Les mouvements du Hamas et du Djihad ont refusé les déclarations de Fayyad qui a menacé de poursuivre sa guerre annoncée depuis plus de dix mois contre l'arme de la résistance palestinienne en Cisjordanie, sous prétexte de vouloir imposer l'ordre.

Les deux mouvements ont critiqué l'attaque de la direction de l'autorité palestinienne et du gouvernement illégal de Fayyad contre l'arme de la résistance, et ils ont souligné que cette arme est très importante, car c'est un besoin palestinien pour faire face à l'occupation qui poursuit ses crimes et ses massacres contre le peuple palestinien et pour poursuivre le chemin de la libération.

Fayyad avait annoncé, lors d'une rencontre avec les chefs des services de sécurité de l'autorité palestinienne à Ramallah, que l'arme de la résistance est illégale et que la seule arme légale est celle de l'autorité, et il a menacé de frapper les résistants en Cisjordanie et de confisquer leurs armes pour instaurer l'ordre et la sécurité.

En commentaire aux déclarations de Fayyad, le porte-parole du mouvement du Hamas Fawzi Barhoum a dit, aujourd'hui mardi 29/4, dans des déclarations au quotidien palestinien "La Palestine", que les menaces de Fayyad affirme son projet qui vise à mettre fin à la résistance et à instaurer l'arme de l'anarchie et de la violence comme la seule arme légale en Cisjordanie.

Il a souligné que le gouvernement de Fayyad est illégal et qu'il n'a pas le droit de parler de la loi et de la constitution palestiniennes. Il a ajouté que ces déclarations ne servent que l'occupation.

De son côté, le leader du mouvement du Djihad islamique Nafed Azzam a souligné que tous les Palestiniens savent que l'arme de la résistance est légale, parce qu'elle défend le peuple palestinien face aux agressions sionistes continues.

29-04

Gaza - CPI

3 Abou Zouhri : Les déclarations de Barak sont une reconnaissance de la victoire du Hamas.

Le Hamas a considéré que les déclarations du ministre sioniste de la guerre Ehud Barak, qui a dit que l'Etat de l'occupation est faible dans la réalisation de ses rêves et de ceux des Etats-Unis, et que les pays européens n'avaient pas la force de frapper le mouvement du Hamas, représentent une reconnaissance de la victoire du Hamas et de l'échec de l'occupation.

Le porte-parole du Hamas Dr. Sami Abou Zouhri a dit, que les déclarations de Barak sont une reconnaissance que le Hamas a gagné sa bataille avec l'occupation et de l'échec des politiques et pratiques sionistes qui visent à frapper le mouvement.

Il a ajouté que les déclarations de Barak représentent aussi une reconnaissance que le mouvement du Hamas s'expose à un complot international, tout en affirmant que son mouvement va poursuivre le chemin de la résistance et du Djihad et la création de l'Etat palestinien indépendant.

CPI

24-04

4 Nous sommes dans une étape de résistance et nous n'accepterons pas de concessions.

Le Hamas a affirmé que les palestiniens refusent totalement tout abandon aux droits légitimes du peuple palestinien, notamment le droit au retour des réfugiés, et la ville d'Al Qods dont n'importe quel responsable arabe ou palestinien ne pourrait y renoncer.

Abou Zouhri a affirmé que les Palestiniens ne renonceront jamais à leurs principes et droits légaux, et il a souligné que cette étape est une période de développement de la résistance pour faire face à l'occupation et défendre les intérêts palestiniens légitimes.

Il a également indiqué que l'attachement du peuple palestinien et du Hamas à leurs droits et principes va pousser le monde à reconnaître le mouvement du Hamas et les droits des Palestiniens. Il a aussi souligné l'importance d'insister sur le maintien ferme du choix de la résistance et sur le refus total de toute concession en faveur de l'occupation.

28-04- CPI

5 Notre peuple ne doit pas être critiqué après sa riposte aux crimes sionistes.

Le Hamas a appelé toutes les factions de la résistance nationale palestinienne à riposter fortement au dernier crime sioniste qui avait frappé sauvagement toute une famille palestinienne dont une mère et ses 4 enfants à Beit Hanoun, au nord de la bande de Gaza.

Le Hamas a annoncé qu'il a montré à toutes les factions palestiniennes que son mouvement a déployé tous les efforts nécessaires pour effectuer une accalmie avec l'occupation à travers des médiateurs égyptiens, mais les occupants sionistes poursuivent leurs crimes sauvages contre les innocents, et que personne ne doit critiquer la résistance en répondant fortement et par tous les moyens aux massacres affreux des forces de l'occupation, notamment le déni crime sioniste contre des enfants innocents.

Le Hamas a dit que les leaders des autorités sionistes ont mal compris la position du Hamas envers l'accalmie, et que son mouvement va réagir fortement, en avertissant les dirigeants de l'occupation après leur refus à l'accalmie et leurs escalades militaires contre des civils innocents dont les enfants et des femmes et que l'occupation est responsable de tous les résultats désastreux dans la région à cause de leurs pratiques racistes, sauvages et basses.

Le Hamas a rappelé le monde entier que le blocus injuste, inhumain et injuste continue de frapper totalement la vie des citoyens palestiniens, en appelant également la communauté internationale et les pays arabes à adopter des positions fortes, sérieuses et pieuses pour faire face aux crimes sauvages de l'occupation, protéger les civils palestiniens et sauver leurs vies.

Gaza - CPI

28-04

2 Agressions contre le peuple palestinien & Situation Humanitaire.

1 Gaza : réunion d'urgence sur la situation humanitaire

Les agences humanitaires internationales qui opèrent à Gaza ont tenu aujourd'hui une réunion d'évaluation de la situation, qui va en s'aggravant, a annoncé le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient (UNSCO).

En l'absence de livraison de fuel demain, la centrale électrique de Gaza cessera de fonctionner et il y aura davantage de coupures d'électricité dans la plupart des zones de Gaza et cela, jusqu'à 8 heures par jour.

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ([UNRWA](#)) a rendu prioritaires la distribution de nourriture, l'évacuation des ordures et le fonctionnement des égouts, afin d'économiser du carburant.

Mais malgré cela, 500.000 habitants de Gaza, dans 12 municipalités, sont déjà forcés de vivre sans tout-à-l'égout. L'UNRWA prévient que ses réserves de carburant seront épuisées d'ici à jeudi. L'agence devra réduire son assistance alimentaire à 650.000 réfugiés et les services de ramassage des ordures à 500.000 habitants de Gaza.

Le 9 avril dernier, le Secrétaire général avait condamné une attaque perpétrée par des militants palestiniens contre le dépôt de Nahal Oz, dans le sud d'Israël. Deux entrepreneurs civils israéliens qui travaillaient pour la livraison de carburant dans la Bande de Gaza ont été tués, et plusieurs blessés.

Centre de nouvelles ONU

2 Hanyeh insiste sur l'arrêt de l'agression israélienne avant toute accalmie.

Le Premier ministre palestinien, M. Ismaïl Hanyah, a incité Israël à arrêter ses agressions contre le peuple palestinien avant tout propos sur une accalmie.

M. Hanyah a souligné que toute accalmie est liée à l'arrêt de l'agression israélienne, à la levée du siège, à l'ouverture des passages et à l'unanimité de toutes les fractions palestiniennes.

Il a souligné que les Etats-Unis veulent embraser une guerre palestinienne interne et apporter un coup à l'unité palestinienne et aux positions de la résistance nationale.

Il a affirmé que le peuple palestinien ne se soumettra ni à l'administration américaine ni à la volonté israélienne et qu'il tiendra à ses constantes nationales envers l'établissement d'un Etat indépendant qui Jérusalem comme capitale et au retour des réfugiés.

Sana

22-04

3 Hamas : on ne peut pas s'engager à une trêve sous l'ombre des crimes sionistes continuels.

Le mouvement du Hamas a affirmé qu'on ne peut pas parler de trêve avec l'occupation israélienne sous l'ombre de ses crimes continuels contre le peuple palestinien dont le dernier massacre qui a ciblé toute une famille à Beit Hanoun, au nord de la bande de Gaza. Le porte-parole du Hamas Aymen Taha a dit, : "Nous remarquons que ces crimes sionistes sont très dangereux, ajoutés au silence arabe, et que l'Égypte doit travailler pour cesser les crimes sionistes".

Le porte-parole du Hamas a souligné que ce massacre montre que l'ennemi sioniste ne veut pas de trêve et qu'il vise à la faire échouer, parce qu'elle se prépare à lancer une vaste opération militaire contre Gaza.

Taha a affirmé que les factions de la résistance ont le droit de répondre aux crimes de l'occupation et que le monde doit comprendre que le problème principal est l'occupation.

Gaza - CPI 28-04

3 Colonisation

1 Qurei : Nous connaissons nos droits et nous allons lutter pour les obtenir.

Le Chef de l'équipe palestinienne des négociations, Ahmed Qurei a indiqué, hier, que les crimes perpétrés par l'armée israélienne dans les Territoires palestiniens occupés entravaient le processus de paix.

Lors d'un entretien avec l'émissaire du Quartet dans la région du Proche-Orient M. Tony Blair, M. Qurei a fermement condamné la poursuite de colonisations et la construction du Mur de l'apartheid par Israël 'de tels actes menacent tous les efforts déployés par la communauté internationale afin d'instaurer la stabilité dans la région.'

Il a appelé la communauté internationale à intervenir pour stopper la judaïsation de Jérusalem par Israël et mettre un terme aux crimes de guerre commis par l'armée israélienne contre la population civile.

Il a affirmé 'nous connaissons nos droits et nous allons lutter pour les obtenir par la voie de la paix.'

WAFa

30-04

2 La cour suprême israélienne adopte la suppression du village d'Aquaba de la carte des Territoires palestiniens.

La cour suprême israélienne a adopté, mardi, la décision, prise par l'armée israélienne, en vue de supprimer le village d'Aquaba, près de Tubas, de la carte des Territoires palestiniens occupés. Sami Sadiq, le chef du conseil du village a informé WAFa que selon cette décision arbitraire, toutes les maisons du village seraient détruites. Il a rappelé que les villageois d'Aquaba avaient signé une pétition demandant l'annulation de cette décision; 'la décision de la cour a ignoré tous les aspects de la moralité et de la humanité'.

Il a fait remarquer que la surface du village serait réduite de 3000 donomes à 100 donomes, selon la décision.

'Accompagnés des pacifistes internationaux, les villageois allaient résister à cette décision, affirmant leur attachement à leurs terres', a souligné M. Sadiq.

TUBAS - WAFa

29-04

3 Blocus

1 A cause du blocus et de la crise de carburant, Gaza risque de se noyer dans les eaux usées.

La commission populaire pour la lutte contre le blocus a averti du débordement des eaux usées à cause de la continuation de la crise de carburant, coupé par l'occupation depuis plus de trois semaines.

La commission a souligné, dans un communiqué dont le Centre Palestinien d'Information a reçu une copie, que les dizaines de puits d'eaux usées se sont complètement arrêtés à cause du manque de carburant nécessaire pour leur fonctionnement.

28-04

Gaza - CPI

2 Le Hamas demande l'arrêt du blocus de l'essence à Gaza.

Le Hamas a demandé à l'Association palestinienne des distributeurs de carburant de reprendre leurs livraisons dans la bande de Gaza, au bord de l'asphyxie économique en raison du blocus commercial israélien.

L'autorité d'occupation a considérablement réduit le volume du carburant livré à Gaza depuis que le Hamas a pris le pouvoir en juin.

Selon un responsable du Hamas, des responsables israéliens ont affirmé aux Égyptiens et aux Nations unies que les approvisionnements reprendraient à Gaza une fois que les citernes seraient vides....

(Al-Oufok avec les agences de presse-28-04)

4 Réaction & actions internationales

1 Gaza : Ban Ki-moon condamne les pertes en vies humaines.

Le Secrétaire général a condamné les pertes en vies humaines parmi la population civile, en début de journée à Gaza, y compris la mort tragique d'une mère et de quatre de ses enfants.

Le Secrétaire général appelle Israël à faire preuve d'un maximum de précaution et de retenue. Il rappelle également aux Forces de défense israéliennes leur responsabilité de protéger les personnes civiles pendant leurs opérations militaires, en vertu du droit international humanitaire », indique une déclaration transmise aujourd'hui par sa porte-parole. « Le Secrétaire générale condamne également la poursuite, aujourd'hui, des attaques et des tirs de roquettes du Hamas qui visaient des cibles israéliennes. Il appelle le Hamas et les autres groupes militants à cesser de tels actes de terrorisme. Il leur rappelle également que les zones civiles qui se trouvent à l'intérieur même de Gaza ne devraient pas servir de bases pour lancer leurs attaques ». « Le nombre croissant de pertes en vies humaines parmi la population civile, à Gaza et dans les environs, est particulièrement préoccupant et le Secrétaire général lance un appel pour rétablir immédiatement le calme », souligne la déclaration.

Centre de nouvelles ONU

29-04

2 L'Europe condamne Israël.

Elle exige qu'Israël arrête toute construction en Cisjordanie et à Jérusalem-Est . Les représentants politiques de l'Union européenne (UE) ont condamné le projet israélien de construire des centaines de nouvelles habitations à Givat Ze'ev, une colonie de la Cisjordanie. Ils enjoignent à Israël d'agir rapidement pour la poursuite des efforts de paix.

À un sommet des représentants européens, la présidence de l'UE a déclaré de nouveau que « la construction de colonies n'importe où dans les territoires occupés palestiniens, Jérusalem Est comprise, est illégale selon la loi internationale ».

« Toute nouvelle activité dans les colonies ne peut que condamner d'avance les négociations et menacer la viabilité d'une solution projetée qui comprendrait deux États. Le Conseil européen demande instamment à Israël de prendre des décisions immédiates concernant les colonies et les avant-postes », ont déclaré les dirigeants.

L'Union européenne fait partie du Quartette de négociateurs internationaux qui oeuvrent pour le progrès de pourparlers de paix en vue de créer un État Palestinien à côté de l'État Israélien. Comme il a été convenu à Annapolis (Maryland) en novembre dernier, ceux-ci devraient aboutir avant la fin de l'année.

« Malgré les difficultés qui ont alourdi récemment le processus de paix, le Conseil européen se félicite de l'intention des membres du Quartette de reprendre les négociations et espère qu'ils se réuniront bientôt » Les responsables politiques de l'UE ont ajouté qu'ils étaient « profondément préoccupés par la situation humanitaire insoutenable à Gaza ». Ils demandent « la réouverture permanente de tous les passages d'entrée et de sortie de Gaza à la fois pour des raisons humanitaires et pour la libre circulation de marchandises. »

WWW.PAJUMONTREAL.ORG

Adaptation du texte "EU demands Israel halt all construction in W. Bank, E. J'lem", écrit par l'agence de presse Reuters et publié par le quotidien israélien Ha'aretz le 15 mars 2008. Voir l'article complet à <http://www.haaretz.com/hasen/spages/964405.html>

Distribué par PAJU (palestiniens et Juifs Unis) . 11 avril

3 M.Lavrov: Pas de règlement sans unité interpalestinienne.

Le règlement du conflit entre les Palestiniens et l'Etat Hébreu est impossible sans la réconciliation entre les mouvements adverses au sein de la société palestinienne, a déclaré vendredi le ministre russe des Affaires étrangères."A défaut de réconciliation, les initiatives, notamment l'aide humanitaire à la bande de Gaza et l'entente finale entre les Palestiniens et les Israéliens, resteront inefficaces", a-t-il annoncé lors d'une conférence de presse à l'issue de ses négociations avec son homologue yéménite Abou Bakr Abdallah al-Qirbi.

Selon M.Lavrov, il est impossible de trouver une solution au conflit interpalestinien dans la situation actuelle. Cependant, le ministre russe approuve l'initiative yéménite de restaurer en Palestine la situation d'avant juin 2007, quand de violents affrontements ont éclaté dans la bande de Gaza entre les activistes des deux mouvements palestiniens adverses le Fatah et le Hamas à l'issue desquels le Hamas s'est emparé du pouvoir à Gaza.

"Je ne dirais pas que cette initiative piétine. Mais de nombreux problèmes entre le Hamas et le Fatah se sont accumulés, et maintenant nous devons effectuer un travail diplomatique minutieux pour les régler", a-t-il fait remarquer en ajoutant que tous ceux, qui travaillent avec le Fatah et le Hamas, devaient stimuler le dialogue entre les deux parties adverses et de ne pas essayer de les brouiller", d'après le ministre russe des Affaires étrangères. Néanmoins, M.Lavrov a également souligné qu'actuellement la Russie maintenait de bonnes relations avec le Fatah, ainsi qu'avec le Hamas. Selon lui, la Russie encouragera l'initiative yéménite.

RIA-Novosti

30-04

4 Pénurie à Gaza : l'ONU met en garde contre les conséquences sur la paix.

L'ONU a mis en garde vendredi contre les conséquences négatives de la pénurie dans la bande de Gaza sur le processus de paix avec Israël, après l'interruption forcée de ses distributions de nourriture dans le territoire palestinien.

"Quand les gens sont affamés, en colère, cela ne sert ni les intérêts de la paix ni les intérêts d'Israël en matière de sécurité", a déclaré Chris Gunness, un porte-parole de l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa).

"Il y a un processus de paix en cours et cela ne le sert pas du tout", a-t-il ajouté.

"Si cela se poursuit, il y aura des conséquences très négatives et profondes sur la vie et l'existence des Palestiniens à Gaza qui dépendent énormément des aides de l'Unrwa", a confirmé Adnane Abou Hasna, le porte-parole de l'Agence à Gaza.

L'Unrwa a dû interrompre jeudi ses distributions de nourriture à 650.000 réfugiés dans la bande de Gaza après l'épuisement de ses stocks de carburants.

Des responsables de l'ONU ont dit être engagés dans des négociations avec Israël pour recevoir les quantités de carburants dont ils ont besoin pour pouvoir reprendre leurs distributions d'aide.

"Les contacts avec toutes les parties concernées et Israël se poursuivent afin que les livraisons de carburants à l'Unrwa dans la bande de Gaza reprennent et que l'Unrwa puisse relancer ses distributions d'aide humanitaire et alimentaire à 650.000 réfugiés" a-t-il ajouté.

"Jusqu'à présent, aucun carburant n'a été délivré. Nous ne savons pas du tout si cela sera fait", a précisé un responsable de l'Onu qui a requis l'anonymat.

Israël a affirmé avoir essayé jeudi de fournir du carburant à l'Unrwa mais qu'une manifestation de Palestiniens avait empêché le passage des camions-citernes au terminal de Nahal Oz à la frontière avec Israël.

"Des dizaines de milliers de Palestiniens ont bloqué une des principales intersections menant au dépôt de carburants, empêchant l'accès du camion-citerne au dépôt et la fourniture d'essence", a déclaré jeudi le colonel Nir Press, qui dirige l'office de liaison israélien avec Gaza.

Nahal Oz, le seul point de passage pour les carburants entre la bande de Gaza et Israël par lequel l'ONU reçoit ses approvisionnements d'essence, n'a été ouvert que de façon sporadique pour le transfert de fioul industriel depuis une attaque palestinienne le 9 avril.

L'autorité d'occupation affirme qu'un million de litres de carburants sont stockés côté palestinien de la frontière, mais que le Hamas en empêche la distribution à Gaza.

L'Association palestinienne pétrolière refuse de se servir dans les cuves pour protester contre l'approvisionnement jugé insuffisant en carburant par Israël, qui a fortement réduit les quantités envoyés à Gaza.

Source : AFP

5 La Banque mondiale critique Israël sur l'aide aux Palestiniens.

Les milliards de dollars d'aide internationale engagés en faveur des Palestiniens pour soutenir le processus de paix avec Israël n'ont qu'un faible impact économique en raison des restrictions israéliennes sur les déplacements et le commerce, souligne la Banque mondiale dans un rapport publié dimanche.

En dépit des 7,7 milliards de dollars promis en décembre dernier aux Palestiniens, estime le rapport, le revenu par habitant tant en Cisjordanie que dans la bande de Gaza ne progressera pas en 2008. Il pourrait même baisser.

En Cisjordanie, les maigres gains de croissance attendus ne suffiront pas à compenser la "sévère contraction" de l'activité économique dans la bande de Gaza.

Depuis que le mouvement de la résistance a pris le contrôle de la bande, en juin dernier, Israël a renforcé son blocus du territoire côtier.

"Si l'Autorité palestinienne a avancé, bien que lentement, dans ses réformes économiques, peu de progrès ont été enregistrés sur l'assouplissement des contraintes sur les déplacements et l'accès", souligne la Banque mondiale.

L'impact de ces restrictions, dont les centaines de postes de sécurité ou barrages routiers en Cisjordanie, "ne peut pas être sur-estimé", peut-on encore lire dans ce rapport.

Les Palestiniens dénoncent eux une punition collective qui entrave leurs déplacements et les échanges commerciaux.

En 2008, le PIB des territoires palestiniens devrait progresser de 3%, selon les projections du FMI. Mais "en prenant en compte la croissance de la population, on peut conclure que dans le cadre actuel des restrictions sur la circulation, le revenu par habitant baissera ou stagnera", précise la Banque mondiale.

Dans la bande de Gaza, le resserrement du blocus israélien a "considérablement érodé le socle du secteur privé qui demeurerait dans l'économie, et d'une manière qui est progressivement plus difficile à inverser".

Quelque 96% des activités industrielles auraient été suspendues dans la bande côtière, ajoute la Banque mondiale citant des associations d'entrepreneurs de Gaza.

Source : Adam Entous Reuters - Version française Henri-Pierre André

6 Blair remet à l'autorité d'occupation une liste de barrages à lever en Cisjordanie.

Tony Blair a présenté lundi au gouvernement de l'autorité d'occupation une liste de barrages qu'il souhaite voir lever en Cisjordanie afin de relancer les pourparlers de paix avec les Palestiniens, ont rapporté des responsables informés de l'existence de ce document.

A la suite l'autorité d'occupation a annoncé la suppression d'un poste de contrôle entre la ville de Naplouse et une dizaine de villages dans le nord de la Cisjordanie.

Un porte-parole de l'armée d'occupation a toutefois prévenu que ce barrage pourrait être réinstallé si l'autorité d'occupation découvre que des résistants utilisent cette route.

Un porte-parole de Tony Blair a salué la décision de l'autorité d'occupation tout en refusant de commenter plus précisément la nature de la liste, la première du genre depuis que Blair a été nommé en juin dernier émissaire du "Quartet" pour le Proche-Orient.

D'après des responsables qui ont eu connaissance du document, Blair demande notamment la levée d'un barrage routier situé à proximité de la colonie de Beit El et qui empêche les Palestiniens de se déplacer librement en provenance et à destination de Ramallah.

A la suite d'une récente visite de Condoleezza Rice, l'autorité d'occupation avait annoncé sa volonté de lever 61 barrages en Cisjordanie. Mais, d'après une enquête des Nations unies, seuls 44 des 61 barrages en question ont été supprimés.

(Source : 28 avril 2008 – *Al-Oufok avec les agences de presse*)

7 L'UNRWA reçoit 5 millions d'euros de l'Union européenne.

L'Union européenne (UE) a fait une donation supplémentaire de 5 millions d'euros pour 2008 à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Cette somme vient s'ajouter aux 66 millions d'euros alloués au fonds général de l'agence pour 2008, dont 95% ont déjà été déboursés », annonce un communiqué publié aujourd'hui à Jérusalem.

Sur ces 5 millions d'euros, 4 millions iront au Programme pour les personnes en situation très difficile dans tout le Territoire palestinien occupé, dont 1 million aux réformes internes de l'agence.

L'argent servira notamment à compléter l'assistance alimentaire, notamment pour faire face aux besoins individuels les plus urgents et accroître l'accès aux produits frais.

« Les difficultés auxquelles font face les réfugiés palestiniens continuent de gravement préoccuper l'UE », a dit John Kjaer, chef du bureau de la Commission européenne à Jérusalem.

La Commissaire générale de l'UNRWA, Karen AbuZayd, a souligné l'importance de ce genre de dons pour « établir un lien entre les réfugiés palestiniens et le monde extérieur, à un moment où il existe un sentiment palpable d'isolement et d'abandon », indique le communiqué.

29-04

Centre de nouvelles ONU

2 Dossier

2-1 Aya Kaniuk : Les soldats israéliens ne tirent pas sur les enfants.

Selon des instructions et des normes, avec facilité et avec une vigueur toute juvénile, les soldats tirent sur les enfants, intentionnellement ou non, parce que c'est ça qu'on les a envoyé faire, parce que c'est permis. Parce que les vies des Palestiniens ne valent rien, et parce que les enfants palestiniens sont "seulement" palestiniens.

- "Les soldats israéliens ne tirent pas sur les enfants", me dit la patronne du magasin où je travaille.

- "Mais je l'ai vu", lui dis-je. "Une fois, ils ont assassiné un enfant juste sous mes yeux, ils lui ont tiré une balle dans le cou."

- "Non", me répond-elle. "Ne dis pas qu'ils l'ont assassiné".

Et elle n'était pas d'accord et elle ne pouvait pas accepter ça, parce qu'elle savait. Parce que ses fils avaient été dans l'armée, et une de ses belles-filles. Parce que les Israéliens ne tirent pas sur les enfants

Mais ils l'ont fait. **Omar Matar**, 14 ans, du camp de réfugiés de Qalandiya. J'étais là et j'ai vu les soldats poursuivre les enfants qui s'enfuyaient, et ils ont tiré sur eux comme des chasseurs sur leurs proies. Et j'ai vu comment il est tombé, en sang.

On dit que le diable lui-même ne peut trouver de vengeance convenable pour le sang d'un petit enfant. Un dicton déchirant, car il est vrai. Le visage d'un enfant, l'âge d'un enfant, l'essence d'un enfant sont les seules choses qui transcendent tous les conflits et les frontières et les races. On ne tue pas les enfants. Il n'y a rien de plus normatif. Un enfant est sans reproche. Un enfant est un enfant.

Pas en Israël.

En Israël, la race fait la différence sur les routes, la race fait la différence au point de vue de la loi pénale, la race fait la différence vis-à-vis du droit à vivre, et elle fait même la différence pour le terme d'enfant.

La plupart des violations ne sont pas perpétrées par des psychopathes au code moral déficient – c'est tout à fait le contraire. Mais alors leurs violations sont nommées différemment, "blanchies". C'est ainsi que les pères qui abusent de leurs filles appellent ça amour, et la violence contre les enfants est appelée éducation, la démolition de maison est appelée "dénudage" de la terre et une exécution extrajudiciaire est appelée meurtre préventif ciblé. Si les auteurs devaient nommer leurs crimes par les mots justes, ils ne pourraient pas les commettre. Pour pouvoir le faire, ils les renomment.

Après que l'armée israélienne ait envahi Jenine en 2002, certains ont qualifié le carnage de "massacre". La

plupart des Israéliens juifs étaient horrifiés par le terme de "massacre" et quiconque l'utilisait était diffamé et ostracisé. La société était secouée, non pas par la question de savoir si "nous" avions vraiment fait ça, mais comment pouvait-on dire une chose pareille sur "nous" ? C'est ça qui est étonnant. Que les choses, dans le monde réel, ne soient pas nécessairement des entités aux valeurs permanentes, pas le fait – mais l'appellation le renvoie à ce que c'est dans l'œil des auteurs et de leur société. Se sentir justifiés est un besoin plus profond que d'être juste, et donc on n'a pas forcément besoin d'être juste, il suffit de changer ce qui est considéré comme bon, et mauvais. Simplement changer de vocabulaire.

Utiliser un vocabulaire par lequel une terre pleine d'Arabes est qualifiée de vide. Et les êtres humains qui résistent aux occupants de leur terre sont des "terroristes". Un vocabulaire par lequel le Juif et sa victime sont synonymes, toujours. Par lequel les violations commises aux checkpoints et les routes pour Israéliens seulement et le bombardement d'une ville depuis le ciel et la démolition des maisons avec leurs habitants à l'intérieur et leur tirer dessus lorsqu'ils tentent de s'échapper – signifient guerre contre la terreur.

Et que l'armée israélienne est la plus morale du monde, si on ne tient pas compte de sa pratique. Et que la terreur est seulement quelque chose que les autres font. Ainsi va le vocabulaire local.

Mais dans le cas des enfants, les manipulations verbales surpassent les habituelles distorsions de langage. Les enfants palestiniens ne sont apparemment pas des enfants. Dans les réglementations des tirs comme dans celles du système judiciaire.

Tous les soldats savent qu'on ne doit pas tuer d'enfants. Parce qu'Israël proclame qu'il est un Etat qui se revendique des valeurs universelles. Alors, comment tuer des enfants sans tuer d'enfants ? Comment peut-on prendre la vie "quand il faut" sans faire couler le sang ? Sans franchir les limites acceptées ? C'est très simple. Par exemple, dans les réglementations des tirs (qui ne sont plus remises aux soldats par écrit, mais seulement oralement), un individu de plus de 12 ans n'est pas un enfant.

Un enfant n'est pas un enfant.

Pareil pour le système judiciaire militaire, où le terme "enfant" est différent lorsqu'il s'agit d'un Palestinien. Un enfant palestinien – pour ce qui est de l'âge – est différent d'un enfant juif, et en conséquence, ses droits inhérents en tant qu'enfant sont différents.

Les prisons sont pleines d'enfants, puisqu'ils ne sont pas qualifiés d'enfants, et les cimetières sont pleins d'enfants qui ne sont pas des enfants. Et ainsi, avec une facilité stupéfiante et suffisante, les enfants palestiniens sont assassinés et tués comme des signes de ponctuation, sans un battement de cils, sans aucune réflexion morale, sans aucun complexe.

Le fait que les soldats tirent si facilement sur les enfants parce qu'un enfant palestinien n'est pas un enfant, selon les instructions qu'ils ont reçues, ou parce que c'est l'ouverture de la chasse aux Palestiniens et que le prix de leur vie n'est rien de plus que le bruit léger de l'aile d'un bombardier, ne change pas le fait que c'est ce qui se passe.

Prendre les vies d' **Omar Matar**, 14 ans, de **Yassar Kusbah**, 10 ans et d' **Ahmad Abu Latifa**, 13 ans, et de toutes les centaines d'autres était facile, volontaire et légal.

Parce que les soldats, chère patronne du magasin, tirent sur les enfants. Ils lèvent leurs fusils et visent et tirent. Appelle ça comme tu voudras. Appelle un adolescent de 14 ans un militant âgé, ou un terroriste, ou bien dis que c'était "accidentel", et qu'ils l'ont bien cherché. Mais c'est un fait.

Selon des instructions et des normes, avec facilité et avec une vigueur juvénile, les soldats tirent sur les enfants, intentionnellement ou non, parce que c'est ça qu'on les a envoyé faire, parce que c'est ça qui est permis. Parce que les vies des Palestiniens ne valent rien, et parce que les enfants palestiniens sont "seulement" palestiniens.

[Aya Kaniuk](#)

Le blog d'Aya Kaniuk, en hébreu et en anglais : Mahsan Milim,

<http://www.mahsanmilim.com/notchilidr> ...

Sources [ISM](#)

Posté par Adriana Evangelizt : <http://palestine.over-blog.net/article-19194366.html>

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Utilisation des familles de détenus comme moyen de torture.

Le Comité Public contre la Torture rendra compte aujourd'hui, au Parlement, de son enquête sur la Sûreté Générale [Shabak]

Un rapport du Comité Public contre la Torture en Israël accuse la Sûreté Générale [Shabak] de violer la loi par un emploi inacceptable des familles de prisonniers de sécurité palestiniens, visant à exercer des pressions sur eux pour obtenir d'eux des aveux. Aux dires de l'organisation, il s'agit, dans une partie des cas, d'arrestations abusives et injustifiées de membres de la famille. Il s'agit pour une autre part de mises en scène de pareilles arrestations réalisées dans le but d'exercer sur la personne interrogée une forte pression morale. Il s'agit généralement de personnes interrogées qui sont de toute façon déjà soumises à de dures tortures physiques. Dans au moins un cas qui est décrit dans le rapport, les pressions exercées par le biais de membres de la famille ont conduit à des tentatives de suicide de la part de la personne soumise à interrogatoires.

Le rapport sera présenté aujourd'hui à la commission parlementaire Constitution, Loi et Justice. L'avocat Aviel Linder qui l'a rédigé, explique que toute une série de conventions internationales interdisent les tortures mentales, en ce compris à la fois le fait de menacer de porter atteinte à des membres de la famille et le fait de leur porter

effectivement atteinte. Le Comité donne le détail de deux affaires, pour les années 2007 et 2008, mais précise avoir connaissance de dizaines d'autres cas et qu'il s'agit d'une « méthode d'interrogatoire répandue, utilisant des membres de la famille et, par leur intermédiaire, la violence psychique sur le détenu ». Dans la plupart des cas, il ne s'agissait pas de « bombe à retardement ». D'après le Comité, pareils interrogatoires font porter le doute sur la véracité des aveux.

Dans un des cas, selon le rapport, « la Sûreté Générale a menacé le détenu soumis à interrogatoire, nommé Said Dieb, que s'il ne collaborait pas, on arrêterait sa mère. La menace a été mise à exécution. Le lendemain, on a emmené Said Dieb pour qu'il voie, par un œilleton, sa mère en larmes, soumise à un rude interrogatoire ». En fin de compte, affirme le Comité, on a porté contre elles des accusations insignifiantes dans le but de justifier cette arrestation injustifiable.

Dans un autre cas, c'est « un couple qui a été arrêté, Jasser Abou Omar et Houla Zitaoui, et placé en détention prolongée, accompagnée de tortures physiques dures, et sans que ni l'un ni l'autre ne puisse savoir quoi que ce soit du sort de leurs petites filles de six mois et de deux ans ». Houla Zitaoui raconte qu'« ils ont dit que mes filles étaient maintenant orphelines, sans père ni mère. Ils n'arrêtaient pas de jouer ce refrain. Ils m'ont montré une photo de moi portant ma petite fille dans les bras et ils m'ont dit que je devrais avoir pitié d'elle. Cette photo m'a tuée. J'ai pleuré à n'en plus pouvoir. Ils disaient que je ne la reverrais pas avant qu'elle ne soit déjà jeune fille et qu'elle ne me reconnaîtrait pas ».

En juillet 2007, le cabinet du Conseiller Juridique du Gouvernement a communiqué au Comité qu'« habituellement, dans une situation où un membre de la famille du détenu n'est pas en état d'arrestation, et qu'il n'y a pas de raison légale à son arrestation, il n'y a pas à laisser entendre à la personne soumise à interrogatoire qu'une telle arrestation a eu lieu ». Malgré cela, affirme le Comité, cette méthode continue d'être pratiquée. Le président de la commission parlementaire Constitution, Loi et Justice, Menahem Ben-Sasson (du parti Kadima), a réagi en déclarant qu'« il ne faut pas oublier que nous nous trouvons dans une guerre contre le terrorisme. Cette réalité n'autorise pas des atteintes physiques irréversibles, mais oblige à d'autres actions, de manière mesurée et raisonnable ».

La Sûreté Générale a communiqué que « le service opère en la matière conformément à des règles qui ont été approuvées, il y a déjà longtemps, par le Conseiller Juridique du Gouvernement et selon lesquelles dans une situation où un membre de la famille de la personne soumise à interrogatoire n'est pas détenu, on ne donne pas à croire à la personne interrogée que c'est pourtant le cas. Il n'existe pas de situations où des membres de la famille de personnes soumises à interrogatoire ont été arrêtés sans qu'il y ait eu de soupçons à leur encontre. Les informations obtenues lors de ces interrogatoires permettent de parer au terrorisme et beaucoup de gens, en Israël, doivent la vie à des interrogatoires ».

Shahar Ilan

Haaretz, 13 avril 2008

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

www.haaretz.co.il/hasite/pages/ShArtPE.jhtml?itemNo=974317

Version anglaise : **Rights group: Shin Bet uses relatives to extract prisoners' confessions**

www.haaretz.com/hasen/spages/974151.html

3-2 Sous délire paranoïaque, Verviers est un bastion du Hamas.?

Ricardo GUTIÉRREZ

Le Soir 30 avril 2008

Sidérant !... Un hebdo du vendredi voit en Verviers un « bastion du Hamas » !

En cause : la position stratégique qu'occuperait l'ex-cité lainière dans « la nébuleuse des Frères musulmans en Belgique ». Nos confrères relayent sans rire une « enquête » d'une « fondation » américaine, la Nefa : rapport de 24 pages qui prétend « révéler les secrets » de la confrérie islamique en Belgique.

Des noms sont jetés en pâture. Des associations sont montrées du doigt. Des mosquées sont salies.

Avec le souci manifeste et outrancier d'assimiler les Frères au Hamas et au terrorisme. L'hebdo en rajoute : Verviers est la « place forte des Frères », la « boîte aux lettres du Hamas ». On en tremble encore.

De Hodimont à Molenbeek, en passant par Saint-Gilles, le rapport tisse une toile de ramifications qui n'a d'autre objet que d'accréditer la thèse d'une nébuleuse tentaculaire. Forcément menaçante. Aux mains de « familles » claniques. Tout y passe, au prix de grossières approximations. Technique maîtrisée : surtout, ne retenir que les éléments à charge (l'inculpation, par exemple, de tel responsable musulman, dont on oublie de préciser qu'il a ensuite été blanchi).

So what ? Que reste-t-il de ce salmigondis ?

Quel délit ? Quelle atteinte à l'ordre public ?

Moins proluxe, sur ce terrain, la Nefa se risque juste à exhumer les vagues soupçons qui ont pesé, en 2002, sur la fondation Al Aqsa Belgique...

Suspicion non fondée, avait tranché le ministre des Affaires étrangères Louis Michel, à la Chambre, le 28 janvier 2004 : « La Fondation Al Aqsa est accusée par Israël de financer le Hamas. États-Unis et Grande-Bretagne insistent pour que les avoirs de son antenne belge soient gelés. C'est la Stichting Al Aqsa Nederland qui figure sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne. Il n'y a pas d'éléments juridiques suffisants pour justifier l'inscription d'Al Aqsa Belgique sur cette liste ».

Le propos est clair. Quatre ans plus tard, l'hebdo préfère relayer la thèse des « fins limiers de la Nefa » : Al Aqsa Belgique soutiendrait les terroristes du Hamas... Que fait la police ?

Et qu'en pensent le Washington Post, le New York Times ou le Boston Globe ?

Rien. Ils n'ont jamais accordé la moindre ligne à cette Nefa, qu'ils jugent peut-être un brin « orientée », la fondation comptant parmi ses contributeurs un des responsables de l'antiterrorisme au département américain de la Justice, et un ancien collaborateur du FBI et du département américain de la Défense. Auteur présumé de l'enquête belge, Steve Merley ne s'illustre ni par le nombre de ses publications ni par le sens de la nuance.

Pour une approche plus réaliste de la mosaïque des Frères, d'autres lectures s'imposent...

Comme les analyses fouillées du Nixon Center. Ou les travaux de l'islamologue louvaniste Brigitte Maréchal (1).

Qui n'a pas ri du tout, elle, en lisant le dernier numéro de l'hebdo du vendredi. !

(1) « Les Frères musulmans en Europe, racines et discours », à paraître chez PUF, et « Courants fondamentalistes en Belgique », Middle East Review of International Affairs, mars 2008.

3-3 Hier Goebbels...Aujourd'hui Pérez.

Même combat

Shimon Pérez a déclaré, lors d'une conférence devant les ambassadeurs des pays européens, sans doute parmi eux des membres de l'Internationale Socialiste, que l'arrêt des roquettes palestiniennes exige de réoccuper de nouveau la bande de Gaza...

De plus, il a réitéré sa forte opposition au retour des réfugiés palestiniens dans leur pays, en précisant que ce retour se traduirait par une chute démographique pour les juifs mettant en cause leur domination et l'existence même de l'Etat juif.

Il poursuit en déclarant que les négociations avec les palestiniens vont durer longtemps, en prétendant que ces derniers ne sont intéressés par aucune paix.

Cet individu, farouche militant de l'Internationale Socialiste, Prix Nobel de la Paix, aura ainsi emprunté des propos de Paul Joseph Goebbels au sujet de la nécessaire nazification (comprenez sionisation) de l'Etat Allemand (comprenez de la Palestine).

Dire qu'au Pays des Cèdres, des responsables politiques prônent également l'intégration des réfugiés palestiniens, par conséquent l'abandon définitif de leur droit au retour dans leur pays.

1er Mai 2008

Raymond RICHA

4 Annexe Géopolitique et stratégie - Analyse

4-1 Non : nous ne célébrerons pas l'anniversaire de la création d'Israël !

Par The Guardian

Et nous non plus d'ailleurs. Ce jour là sera un jour de deuil et nos pensées iront aux Palestiniens... il y a quand même des limites à l'indécence. Et encore nous sommes polis !

Au mois de mai, certaines organisations célébreront le soixantième anniversaire de la fondation de l'Etat d'Israël. Cela peut se comprendre, dans le contexte de siècles de persécutions ayant culminé dans l'Holocauste.

Néanmoins, nous sommes des juifs qui ne célébrerons pas cet anniversaire.

Il est manifestement grand temps de reconnaître le récit de l'Autre, le prix payé par un autre peuple en raison de l'antisémitisme et de la politique génocidaire d'Hitler.

Comme l'a souligné Edward Said, la Naqba est, aux yeux des Palestiniens, ce que l'Holocauste est à ceux des juifs.

En avril 1948, en ce même mois qui vit l'atroce massacre de Deir Yassin et l'attaque au mortier contre des civils palestiniens sur la place du marché de Haïfa, le **Plan Dalet** a été mis en œuvre.

Ce plan autorisait la destruction de villages palestiniens et l'expulsion de la population indigène à l'extérieur des frontières de l'Etat (israélien). Non, nous ne fêterons pas cela !

En juillet 1948, 70 000 Palestiniens furent chassés de leurs maisons à Lod et à Ramléh, au plus fort de la canicule de l'été, sans eau et sans nourriture. Des centaines d'entre eux perdirent la vie.

Cet événement est connu sous le nom de «Marche de la Mort». Non, nous n'avons aucun motif à nous réjouir !

Au total, ce sont au minimum 750 000 Palestiniens qui devinrent des réfugiés.

Plus de 400 villages furent rayés de la carte. Mais cela ne mit pas fin à l'épuration ethnique. Des milliers de Palestiniens (citoyens israéliens) furent expulsés de la Galilée, en 1956.

Plusieurs milliers de Palestiniens supplémentaires furent expulsés de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Selon le droit international, et comme le stipule la résolution 194 de l'Onu, les réfugiés de guerre ont le droit de retourner chez eux ou d'obtenir une compensation. Israël n'a jamais accepté ce droit. Non ; nous ne ferons pas la fête.

Nous ne saurions célébrer l'anniversaire d'un Etat fondé sur le terrorisme, les massacres et la dépossession d'un

autre peuple de sa terre.

Nous ne saurions célébrer l'anniversaire d'un Etat qui, encore aujourd'hui, pratique l'épuration ethnique, viole le droit international, inflige une punition collective monstrueuse à la population civile de Gaza et continue à dénier aux Palestiniens leurs droits humains et leurs aspirations nationales.

Nous ferons la fête quand les Arabes et les juifs vivront, en tant qu'égaux, dans un Moyen-Orient en paix.

Suit une liste de plus de 50 signataires

dont Seymour Alexander, Harold Pinter

Sources [ISM](#)

Posté par Adriana Evangelizt

4-2 Abbas boudera les leaders assistant au 60e anniversaire d'Israël.

Les chefs d'Etat et personnalités internationales assistant le mois prochain aux 60e anniversaire de la création de l'Etat d'Israël ne seront pas reçus en Cisjordanie occupée par le président Mahmoud Abbas et les autres dirigeants palestiniens.

De source autorisée palestinienne, on présentait lundi ce boycottage comme un geste de protestation ponctuel et symbolique destiné à rappeler que, lors de la création d'Israël, 700.000 Arabes avaient fui leurs foyers ou en avaient été chassés.

Les Palestiniens commémorent cet événement sous le nom de la Nakba (La catastrophe) et l'intention est que les visiteurs étrangers "fassent preuve d'un peu plus de sensibilité envers les sentiments du peuple palestinien", a déclaré un responsable de l'Autorité autonome.

Au moins six chefs d'Etat sont attendus pour le 60e anniversaire de l'Etat juif, dont Bush...

(Al-Oufok avec les agences de presse)

4-3 Israël : les F-16I soupçonnés de contenir des matières cancérigènes de nouveau autorisés à voler.

L'armée de l'air israélienne autorisera à nouveau dès lundi les vols de chasseurs polyvalents F-16I, interrompus il y a un mois suite à la découverte de substances cancérigènes dans la cabine de pilotage, a annoncé à RIA Novosti une porte-parole de l'armée israélienne.

Selon elle, sept avions biplaces de production américaine, dans lesquels avaient été détectées des traces de vapeur de formaldéhyde, resteront cependant cloués au sol, cette substance pouvant s'avérer cancérigène à forte dose.

Les autres appareils du même type, dont le nombre n'a pas été précisé par la porte-parole, ne présentent pas de danger pour les pilotes.

Israël a commandé à la compagnie américaine Lockheed Martin 102 avions F-16I, de type Sufa (tempête en hébreu). Le contrat d'un montant de 4,5 milliards de dollars est considéré comme le plus important contrat d'armement de l'histoire d'Israël. Selon la presse locale, la plupart des appareils sont d'ores et déjà en dotation de l'armée de l'air.

RIA Novosti

28-04

4-4 Le Hamas appelle Abbas à reprendre le dialogue.

24-04

Le Hamas a appelé le président de l'autorité palestinienne Abbas à observer les résultats des élections organisées dernièrement dans les universités de Cisjordanie, montrant la popularité du mouvement du Hamas et l'échec de toutes les tentatives d'exécuter le mouvement en Cisjordanie.

Le porte-parole du mouvement du Hamas Dr. Sami Abou Zouhri a appelé le président Abbas à reprendre le dialogue et l'unité nationale palestinienne suite à ces résultats, et à cesser toutes les tentatives de frapper le mouvement du Hamas en Cisjordanie.

CPI